



Le mot de la présidente

Nous venons de terminer une année de consolidation pour l'Institut pendant laquelle tous les membres du Conseil d'administration, le responsable de la Revue et le coordonnateur n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire progresser votre association et la maintenir au service de vos besoins professionnels, de la formation de la relève, de la recherche et de l'enseignement de l'histoire.

Pour dégager temps et moyens à ces objectifs, nous avons poursuivi la mise en place de notre nouveau mode de fonctionnement et de gestion. Daniel Poitras, nouveau coordonnateur de l'Institut, a pu constater l'ampleur et la diversité du travail à accomplir. Il contribue activement à l'amélioration du fonctionnement.

L'informatisation de certaines tâches rime, à terme, avec économies; celles-ci ont été au cœur du travail mené par le comité *ad hoc* de réflexion sur les relations financières entre l'IHAF et la RHAF qui a remis son rapport au conseil d'administration en juin. Ce comité était composé au départ de Maurice Demers, trésorier, de Mélanie Lanouette, membre du Conseil, et de moi-même. S'y sont adjoints Léon Robichaud, directeur de la RHAF, et Frédéric Lemieux, secrétaire de l'IHAF. Le comité a réaffirmé les principes généraux, dont celui de la RHAF comme organe de diffusion scientifique de l'Institut, même si les subventions gouvernementales sont gérées maintenant par l'université d'attache de la direction de la Revue. Le comité a actualisé les tâches de la coordination reliées à la Revue et a établi une distinction claire

entre les budgets de la Revue et de l'Institut. L'examen des tarifs d'abonnement et des pistes d'économie a donné lieu aux décisions suivantes du conseil d'administration. Le lien entre le prix de l'adhésion à l'Institut et l'abonnement à la RHAF est maintenu pour ne pas affaiblir la revue. Pour répondre aux mutations du milieu professionnel que vivent les historiens et les historiennes, une nouvelle catégorie de tarification (60 \$) a été ajoutée pour rejoindre les travailleurs autonomes (chercheurs autonomes, chargés de cours, etc.). Le processus d'automatisation des paiements d'abonnement et d'inscription au congrès est à la veille de se réaliser via Monetico. Je salue l'équipe, animée par Léon Robichaud, qui y a travaillé avec Daniel Poitras tout l'été.

De nombreuses autres mesures sont envisagées pour assainir durablement les finances. Parmi celles-ci, nous comptons promouvoir les abonnements de soutien; nous rendrons publics, si elles le désirent, les noms des personnes qui contribueront. En plus d'assurer la poursuite du développement de l'Institut, nous voulons assurer de meilleures conditions de travail à la coordination.

Avec la collaboration sans faille de son Comité d'interventions publiques, l'Institut s'est porté à la défense du projet d'Université de l'Ontario français en publiant une lettre dans *Le Devoir* du 21 novembre 2018, cosignée avec Martin Pâquet et Louise Bienvenue. Elle a été relayée par *Histoire Engagée* et près de 630 personnes l'ont signée. Notre voix aura porté puisqu'en septembre dernier,

L'Institut d'histoire de l'Amérique française (1970)

Département d'histoire, Université de Montréal, C. P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Qc H3C 3J7

Tél.: (514) 343-6111 p. 41334 Téléc.: (514) 343-2483 Courriel : ihaf@ihaf.qc.ca Site web : www.ihaf.qc.ca

une entente de principe a été conclue entre les gouvernements de l'Ontario et du Canada pour son financement pour les huit prochaines années.

L'Institut se préoccupe des débouchés professionnels des étudiants et étudiantes en histoire, du baccalauréat au doctorat ainsi que des stagiaires postdoctoraux. Il suit donc attentivement le dossier de la pénurie de professeurs du secondaire au Québec. Il s'est adressé, en février dernier, au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, pour lui proposer l'instauration d'un certificat d'un an en pédagogie qui permettrait aux diplômés de diverses disciplines de sciences et de sciences humaines tentés par la carrière d'accéder à un brevet. Louise Bienvenue collabore étroitement aux démarches et à la veille dans ce dossier.

L'Institut soutient la revalorisation du métier d'enseignant. Il va poursuivre en ce sens dans le futur. Des contacts sont établis avec la Société des professeurs d'histoire du Québec, qui pourront se concrétiser dans des activités communes pendant les congrès lorsque les deux organismes se réuniront dans la même ville.

Afin de bien répondre aux besoins professionnels des historiens et des historiennes, nous diffuserons un questionnaire en ligne après ce congrès. Nous espérons que vous y répondrez nombreux.

Sur le plan des réseaux sociaux, l'Institut a gagné en importance cette année, passant de 21 à 207 abonnés sur Twitter et rejoignant 2496 abonnés sur Facebook.

La *RHAF* contribue à la diffusion des recherches les plus novatrices en histoire. C'est la vitrine courante de l'Institut, et son excellence a été doublement reconnue cette année. Léon Robichaud a obtenu les subventions du CRSH et du FRQSC qui sont désormais gérées à l'Université de Sherbrooke. La collaboration qui se poursuit avec le directeur s'avère autant efficace qu'agréable.

L'équipe responsable du 72^e Congrès a fait preuve d'un dynamisme impressionnant dans l'organisation de l'événement. Elle n'a pas manqué d'idées

novatrices pour attirer les étudiants et consolider les échanges entre les membres. Marie-Claude Thifault (Université d'Ottawa) et Arnaud Bessière (Université Laurentienne) coprésident l'événement. Ils ont travaillé avec Daniel Poitras (IHAF), Isabelle Perreault (Université d'Ottawa), Michel Bock (Université d'Ottawa), Jean-François Palomino (BANQ), Marie Lebel (Université de Hearst), Robert Englebert (Université de Saskatchewan), Louise Bienvenue (Université de Sherbrooke) ainsi que Danika Gourgeon et Clarence Lemay, étudiants de l'Université d'Ottawa. Les institutions francophones ont particulièrement soutenu le projet.

En 2020, du 15 au 17 octobre, l'équipe de l'Université de Sherbrooke nous invite à réfléchir sur l'« Événement », un thème qui fédèrera les historiennes et historiens des universités et des institutions culturelles. Harold Bérubé et Maurice Demers coprésident le 73^e Congrès. Louise Bienvenue, Benoît Grenier, Léon Robichaud ainsi qu'Alain Laberge (Université Laval) complètent le comité avec les étudiants Jean-Philippe Carlos, Catherine Dumont-Lévesque et Laurie Ricard.

Avec Karine Hébert (UQAR), vice-présidente, Maurice Demers (Université de Sherbrooke), trésorier, et Frédéric Lemieux (Assemblée nationale), secrétaire, j'ai pu travailler avec efficacité. Ils sont d'un appui indispensable tout comme le Conseil d'administration avec Marise Bachand (UQTR), Mélanie Lanouette (CIEQ), Jessie Morin (UQAR), Julie Roy (BANQ), Nicole Saint-Onge et Jean-François Lozier (Université d'Ottawa) ainsi qu'Arnaud Bessière (Université Laurentienne), et Stéphane Savard (UQAM). Cette année, Julie Roy, Arnaud Bessière et Stéphane Savard terminent un premier mandat. Ils ont accepté de se représenter. Plusieurs nous quittent : Maurice Demers, Mélanie Lanouette, Nicole Saint-Onge et Jean-François Lozier, ainsi que Jessie Morin. Certains auront servi l'Institut pendant six ans. Je profite de cette tribune pour les remercier chaleureusement.

Le Comité des mises en candidature, constitué d'Aline Charles (Université Laval), Jarrett Rudy (McGill) et Benjamin Guay (UQTR), a usé de persuasion pour renouveler le Conseil.

Mes remerciements vont également aux trois membres du Comité des prix : Jean-René Thuot (UQAR), qui le présidait, Johanne Burgess (UQAM) et Elsbeth Heaman (Université McGill). Pour les aider, nous avons réuni et actualisé toute l'information concernant leur travail. M. J.-Michel Doyon, lieutenant-gouverneur du Québec, assure généreusement, cette année encore, le financement du prix Lionel-Groulx, tandis que la famille de Louise Dechêne finance le prix accordé à la meilleure thèse de doctorat.

C'est par l'implication de toutes et de tous que l'Institut peut poursuivre son engagement auprès de la communauté historienne.

Brigitte Caulier
9 octobre 2019

Convocation à l'Assemblée générale annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à la salle C-240 du Carrefour des apprentissages de l'Université d'Ottawa, le vendredi 18 octobre 2019 à 17h00

Ordre du jour 2019

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale (19 octobre 2018)
3. Motion de condoléances
4. Rapport du Comité des mises en candidature
5. Rapport de la présidente
6. Rapport du trésorier et présentation des états financiers vérifiés de 2018-2019
7. Nomination du vérificateur
8. Rapport du directeur de la *RHAF*
9. Rapport du comité des interventions publiques de l'Institut
10. Rapport du comité étudiant
11. Rapport des responsables du Congrès 2019 (Université d'Ottawa)
12. Rapport des responsables du Congrès 2020 (Université de Sherbrooke)

13. Élections
14. Divers

Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée générale annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, à la salle 4008 du Campus de l'UQTR à Drummondville, le vendredi 19 octobre 2018 à 17h00

Ordre du jour 2018

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale (20 octobre 2017)
3. Rapport du Comité des mises en candidature et élections
4. Rapport de la présidente
5. Rapport du trésorier et présentation des états financiers vérifiés de 2017-2018
6. Nomination du vérificateur
7. Rapport du directeur de la *RHAF*
8. Rapport du comité *ad hoc* chargé d'élaborer une politique des interventions publiques de l'Institut. Présentation de la politique
9. Rapport du comité étudiant
10. Rapport du responsable du Congrès 2018 Campus de Drummondville (Université du Québec à Trois-Rivières)
11. Rapport de la responsable du Congrès 2019 (Université d'Ottawa)
12. Résultats des élections et nomination des membres du comité des mises en candidature
13. Divers

Procès-verbal

1. Adoption de l'ordre du jour

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par Stéphane Castonguay et appuyée par Martin Petitclerc. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

2. Adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale (20 octobre 2017)

L'adoption du procès-verbal est proposée par Catherine Larochelle et appuyée par Stéphane Castonguay. Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3. Rapport du Comité des mises en candidature et élections

Jarrett Rudy fait rapport du Comité des mises en candidature et élections. Deux membres du conseil d'administration sont en fin de mandat : Karine Hébert (vice-présidente) et Maurice Demers (trésorier). Ils ont accepté de continuer à siéger au conseil d'administration pour des mandats de 3 ans et 1 an respectivement. La mise en candidature se terminera à la fin de la présente réunion.

4. Rapport de la présidente

Cette première année à la présidence a été l'occasion d'actualiser notre mode de fonctionnement. L'Institut a toujours eu le souci de refléter dans son Conseil d'administration, comme dans le comité de rédaction de la Revue, la diversité géographique, institutionnelle et professionnelle des historiennes et des historiens de l'Amérique française.

Avec l'alourdissement des tâches de chacune et chacun, la complexification des opérations courantes et les baisses de financement, nous avons décidé de profiter des technologies dont nous disposons pour fluidifier la circulation de l'information et rendre plus efficace le travail du comité exécutif, à l'image de la direction de la Revue qui avait déjà entrepris une telle démarche. Chacun à la hauteur de ses responsabilités a désormais accès par le *cloud* aux documents importants. Ceci évite de multiplier les demandes d'information à la coordination et permet une gestion en temps réel.

Cette révision des procédures de gestion a été rendue nécessaire par le déficit récurrent de l'Institut. Nous avons dû diminuer les heures de travail de la coordination, car l'Institut n'est plus en mesure d'assumer les charges d'un temps plein. Le contrat à la coordination est donc, depuis le printemps, de 21 heures par semaine. De plus, devant les exigences techniques qu'appellent les états financiers audités, nous avons externalisé la tenue de livres auprès d'une personne à forfait qui travaille quelques heures par mois pour l'Institut. La comptabilité est informatisée. Le prochain dossier en matière de gestion financière sera l'automatisation du renouvellement des abonnements et des inscriptions au Congrès. Pour faciliter la tâche des responsables des finances, la mise au point d'un cahier des procédures est au programme des travaux de l'année.

Toute cette réforme a été réalisée grâce à la collaboration sans faille de Mathieu Lapointe, qui a assuré la coordination d'avril à septembre, avant de poursuivre des études. La présidente tient à saluer son dévouement et à souligner la qualité de son travail. À la fin de l'été, tous les membres de l'exécutif ont participé à l'embauche de Daniel Poitras comme coordonnateur. Il a vite su s'adapter au travail et s'intégrer à l'équipe. C'est donc avec lui que vous serez en contact désormais. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Si nous tâchons de répondre à la délocalisation des membres du Conseil d'administration, nous reconnaissons aussi l'importance de notre ancrage à l'Université de Montréal. La présidente souligne les démarches du directeur du Département d'histoire, Jacques Y. Perreault, dans le renouvellement du bail de l'Institut. Les locaux sont rares partout et c'est une entente généreuse qui a été prolongée, grâce à ses efforts.

L'Institut, c'est aussi une revue. Dans le cadre d'échanges constants, nous avons travaillé, entre autres - et ce n'est pas terminé - à l'amélioration de la gestion des abonnements, de la comptabilité et à la planification concertée du travail de la coordination. Depuis janvier 2013, Louise

Bienvenue s'est dévouée à la survie de la revue en rattrapant le retard qui avait été accumulé et en mettant sur pied des procédures de travail efficaces. Elle a été une collaboratrice remarquable de l'Institut, au service de toute la communauté scientifique. Je l'en remercie chaleureusement. Léon Robichaud a pris le relai depuis le 1^{er} juin 2018. Il a eu la lourde tâche de déposer deux demandes de subventions cet automne, une occasion de faire le point sur la transition numérique. Il travaille en étroite collaboration avec l'Institut.

Le comité *ad hoc* de réflexion sur les relations financières entre l'IHAF et la RHAF va continuer son travail cette année. Il se penche sur la gestion complète, par l'université de rattachement de la direction de la Revue, des subventions CRSH et FRQSC. Un tel rattachement épargnerait à l'Institut un audit très dispendieux. Néanmoins, la Revue demeure l'organe de diffusion scientifique de l'Institut. Le comité aura également à recommander une révision du prix des abonnements et de l'adhésion à l'Institut. Le comité est composé de Mélanie Lanouette, Maurice Demers, Frédéric Lemieux, Léon Robichaud et de la présidente.

Au-delà des questions pécuniaires, c'est le rayonnement de l'Institut et les clientèles qu'il veut rejoindre qui sont au cœur de la démarche. La communauté historique universitaire n'est pas sans être affectée par les coupes budgétaires. Le personnel enseignant n'est pas toujours remplacé; bien des titulaires de doctorat et de postdoctorat doivent s'orienter vers d'autres carrières. L'Institut, en tant qu'association professionnelle, est très sensible à cette situation et va centrer ses efforts dans les années à venir pour répondre le plus adéquatement possible à la diversité des situations vécues par les historiennes et les historiens en tenant compte des principaux milieux de leur insertion et de leurs besoins. Le sentiment d'appartenance envers l'Institut ne devrait pas s'éteindre à la fin des études.

Déjà amorcé par le Conseil d'administration mené par mon prédécesseur, le travail de réflexion sur l'engagement public des historiens et des

historiennes s'est poursuivi cette année. Pour baliser les interventions de l'IHAF, le comité *ad hoc* composé de Julie Roy, Frédéric Lemieux, Jean-François Lozier et Karine Hébert, qui le préside, a établi une politique d'interventions publiques qui précise les axes d'interventions et les modalités de celles-ci. L'Institut a soutenu cette année les démarches de l'AIEQ, menacée dans sa survie. Il a donné son appui au Syndicat des professeures et professeurs en grève de l'UQTR. Il a soutenu la candidature de BAnQ au Registre canadien Mémoire du monde de l'UNESCO pour le fonds J.-E. Livernois et la présentation du testament et de l'acte de dépôt du cœur de Jeanne Mance. En septembre, l'Institut a donné son avis sur l'ébauche de la Politique des trois organismes subventionnaires fédéraux sur la gestion des données de recherche.

La présence de l'Institut dans la société et les milieux professionnels, que nous voulons renforcer, se nourrit du Congrès actuel qui porte sur « L'histoire dans la cité ». Le comité organisateur a invité « historiennes et historiens à relancer le débat sur leur rôle dans la société, de même que sur les usages sociaux de l'histoire et les rapports qu'elle entretient avec le politique ». L'équipe de l'UQTR a travaillé dans des conditions difficiles, causées par le conflit de travail. Stéphane Castonguay et Marise Bachand ainsi que Julien Prud'homme, Sylvie Taschereau, Gabriel Cormier de la Société historique de Drummondville et Marie-Claude Thifault, de l'Université d'Ottawa, n'ont pas ménagé leurs efforts. Trois membres étudiants se sont également joints au comité : Jacinthe De Montigny, Paul-Étienne Rainville et Antoine Rossignol.

L'année prochaine, le Congrès se déroulera à Ottawa. Marie-Claude Thifault (Ottawa) préside l'événement et Arnaud Bessière, de l'Université Laurentienne, en assure la vice-présidence. Ils travailleront avec Isabelle Perreault (Ottawa), Jean-François Palomino (BAnQ) et Robert Englebert (Université de Saskatchewan). Le comité est également très sensible aussi à la réalité professionnelle des jeunes historiennes et historiens et en tiendra compte dans l'organisation et les

activités du congrès. Le thème retenu « Frontière/s/ » invite ainsi à une réflexion sur les frontières disciplinaires, épistémologiques et historiographiques, et à poser la question de l'interdisciplinarité et de la pertinence sociale des recherches, entre autres.

En 2020, le Congrès se déplacera à Sherbrooke. Les professeurs du Département d'histoire qui formeront le comité organisateur ont été nommés. Nous y retrouverons des fidèles de l'Institut, soit Louise Bienvenue, Harold Bérubé et Maurice Demers.

Le Congrès annuel fédère les membres de l'Institut et permet l'intégration de la relève. Il est toujours l'occasion d'une mobilisation des forces vives. La présidente exprime sa gratitude à toutes les personnes qui s'impliquent dans la réussite de cette rencontre si importante. Pour leur faciliter la tâche, Karine Hébert et Brigitte Caulier ont actualisé et enrichi le vade-mecum du Congrès. Les objectifs de l'activité et les responsabilités de chaque instance ont donc fait l'objet d'une révision.

Durant cette première année à la présidence, la présidente a travaillé constamment avec les membres de l'exécutif : Karine Hébert (UQAR), vice-présidente, Maurice Demers (Sherbrooke), trésorier et Frédéric Lemieux (Assemblée nationale), secrétaire qui venait d'être élu. Elle a pu apprécier leur dévouement qu'elle a également retrouvé au sein du Conseil d'administration avec Marise Bachand (UQTR), nouvellement élue, Mélanie Lanouette (CIEQ), Jessie Morin (UQAR), Julie Roy (BAnQ), Nicole Saint-Onge (Ottawa) ainsi qu'Arnaud Bessière (Laurentienne), Jean-François Lozier (Ottawa) et Stéphane Savard (UQAM).

Le Comité des mises en candidature était constitué d'Aline Charles (Université Laval), Jarrett Rudy (McGill) et Sophie Doucet (UQAM). Cette dernière terminait en 2017 un mandat de plein engagement sur ce Comité. Benjamin Guay (UQTR) la remplace cette année.

La présidente remercie les trois membres du Comité des prix : Béatrice Craig (Université d'Ottawa), qui en a assuré la présidence et dont le mandat prend fin cette année. Johanne Burgess (UQAM) et Marcel Martel (York) ont partagé avec elle un été studieux. Soucieux du développement de l'histoire, M. J.-Michel Doyon, lieutenant-gouverneur du Québec, assure généreusement le financement du prix Lionel-Groulx pour une deuxième année.

5. Rapport du trésorier et présentation des états financiers vérifiés de 2017-2018

Le trésorier présente les états financiers audités qui ont été complétés dans les temps cette année. Il indique les grands changements effectués. Le contrôle des finances a été resserré entre les mains du trésorier et de la présidente. Le coordonnateur a été remplacé et le nombre d'heures a été diminué à 21 par semaine. Le conseil d'administration a externalisé la tenue de livres mensuelle, désormais informatisée, en embauchant une aide. La somme remise pour le prix Lionel-Groulx passe de 3500\$ à 2000\$. Le prix de la Revue, pour sa part, est non financé. Tous ces changements ont été faits dans le but de redresser les finances. Nous verrons les effets au budget provisionnel. Il y a encore des efforts à faire, entre autres sur les prix d'abonnement.

La diminution de l'apport des subventions s'explique par la nouvelle comptabilité de la subvention FRQSC. L'Université reçoit la subvention et paye une décharge au directeur de la revue. Nous commençons à récupérer les abonnements par rapport à l'an dernier.

L'Institut a donc fait 114 185\$ de produits en 2018 (il faut ajouter 285\$ du fonds Michel Brunet) et a eu 110 011\$ en charges. Il faut ajouter 6 246\$ en radiation de créances (crédits + dette), 3 662\$ en frais bancaires (retards) et amortissement des immobilisations 307\$ et des frais de gestion. Pour un total de 110 011\$, ce qui veut dire que nous sommes à 4 174\$ en surplus, contrairement à 10 853\$ en déficit l'an dernier (voir annexes A et

B). Au budget prévisionnel, on compte maintenir un surplus équivalent de 10 000 \$.

6. Nomination du vérificateur

Maurice Demers propose, appuyé par Alain Laberge, que l'entreprise Désormeaux, Patenaude Inc. comptables agréés, soit nommée vérificateur des états financiers de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de sa revue pour l'année 2018-2019. Adopté.

7. Rapport du directeur de la *RHAF*

Léon Robichaud déclare que c'est très humblement qu'il a pris la relève de Louise Bienvenue le 1^{er} juin dernier. Après 5 ans et demi à la tête de la Revue, elle a accompli un travail phénoménal. Il a donc pris en main un navire en excellent état.

Le hasard des programmes de subvention d'aide à la publication scientifique a eu pour résultat que les demandes CRSH et FRQSC étaient à préparer toutes les deux cet automne, ce qui a mobilisé ses efforts et ceux de la coordination. Les numéros d'été et d'automne sont donc livrés avec quelques semaines de retard sur la date prévue. Ce sera corrigé pour les prochains numéros.

L'an dernier, le numéro été-automne 2017 (71, 1-2) avait justement pu être livré à temps pour le congrès. Il consistait en une section thématique sur les résistances dans l'Atlantique français (3 articles) et une section régulière (3 articles). Nous avons eu un deuxième numéro double dans le volume 71 (hiver-printemps, numéro 3-4), consacré celui-là au passé des autres. Le numéro 1 du volume 72 (été 2018) est un numéro régulier. Il ne manque que quelques pièces pour envoyer le numéro d'automne 2018 à la mise en page. En novembre, nous recevrons les articles pour un numéro thématique double sur la francophonie dans l'Ouest de l'Amérique du Nord (hiver-printemps 2019) et nous avons déjà des articles en main pour le numéro d'été 2019. Nous espérons que plusieurs communications

présentées lors de ce congrès seront ensuite soumises comme articles pour combler le numéro d'automne 2019.

Le nombre d'abonnements individuels semble s'être stabilisé autour de 250 (266). En 2013, leur nombre était descendu autour de 200 personnes. Le succès des derniers congrès aide évidemment à maintenir ce nombre à un tel niveau. Nous rejoignons toutefois un public qui dépasse les abonnés à travers la page Facebook avec près de 2000 adhérents. Mais surtout, nous avons plus de 5 500 visiteurs uniques chaque mois sur *Érudit*. Le rayonnement de la *RHAF* est donc un aspect majeur sur lequel nous comptons continuer à construire.

L'abandon des revues papier par les bibliothèques a évidemment eu un impact avec une chute de plus de 50% de nos abonnements institutionnels depuis 2013. Nous sommes ainsi passés de 214 abonnements institutionnels papier à 98, soit une baisse de 15 000\$ de revenus, tempérée par les 4 500\$ de plus en abonnements individuels. Grâce aux efforts d'*Érudit* auprès des institutions, nous avons heureusement une augmentation de nos abonnements étrangers (de 35 à 67 institutions) et un trafic accru. Les redevances versées par *Érudit* atteignent maintenant 17 000 \$ par an. Les revenus provenant de Copibec pour les reproductions dans les universités ont baissé d'environ 1 000 \$ depuis 2013, mais cela pourrait baisser encore plus si les professeurs ne font pas leur déclaration de droits d'auteur lorsqu'ils préparent les recueils de textes et les listes de lectures. Somme toute, nous profitons d'une conjoncture favorable avec une marge de manœuvre d'environ 5 000\$ par rapport à 2013.

Malgré l'importance de notre présence numérique, nous ne prévoyons pas délaisser le papier. Il est toutefois possible qu'une conjoncture défavorable nous amène à devoir abandonner ce format, les coûts de mise en page et d'impression étant en constante augmentation. Nous prévoyons donc profiter de ce moment de stabilité pour faire quelques investissements, question de préparer le terrain afin de ne pas être pris au dépourvu. Des fonds seront donc investis dans la préparation de

fichiers de style pour les logiciels de traitement de texte. La préparation d'articles sera ainsi simplifiée pour vous, tout comme le processus de révision et de mise en page pour nous.

Une autre initiative vise à transférer, sur un horizon de trois ans, notre processus de publication sur une plateforme de gestion intégrée, soit OpenJournal Systems. Il s'agit d'un système développé au Canada, disponible en français, qui peut générer une sortie pour impression papier ou pour le numérique. La plateforme est compatible avec Érudit et permet de gérer les abonnements. Le directeur souhaite rassurer les membres qu'ils n'auront pas à communiquer avec une machine. Nous allons personnaliser la plateforme pour que tous aient le même suivi personnel que présentement dans le processus de soumission, d'évaluation et de révision. Au terme de ce processus, la Revue sera toujours publiée en format papier, mais sera prête pour le tout numérique si les aléas des programmes subventionnaires ou des abonnements devaient nécessiter des coupes importantes.

Le dernier projet dont le directeur aimerait faire état découle du constat que la recherche historique de langue française est peu mise en valeur en Amérique du Nord. Les services des communications de nos universités nous ignorent. Quelques équipes de recherche ont mené des initiatives à cet égard, mais leurs sites Web n'ont pas toujours la visibilité que peut apporter la *RHAF*. Nous désirons donc tirer profit du rayonnement de la Revue pour mieux faire connaître cette recherche. Les revues *William and Mary Quarterly* et le *Journal of the Civil War Era* ont déjà des initiatives de ce genre. L'objectif est d'offrir à nos auteurs une plateforme pour partager leurs réflexions sur la recherche, sur les sources, sur les données, sur les découvertes impromptues et sur le processus de publication. Cette initiative sera d'abord testée comme projet pilote cet hiver dans le cadre d'un stage à l'Université de Sherbrooke. Nous prévoyons commencer par une entrevue avec la personne qui remportera le prix pour le meilleur article plus tard ce soir. Après avoir validé notre démarche auprès d'un comité de sages, nous prévoyons créer un complément à la *RHAF*, entièrement électronique,

intitulé pour le moment *Les coulisses de la recherche*. Ce serait une occasion de mieux faire connaître les lauréats des prix de l'Institut ainsi que les divers courants de la recherche historique que l'on retrouve dans nos pages.

Le directeur remercie plusieurs personnes. Louise Bienvenue tout d'abord pour son travail acharné. Le président a relu les procès-verbaux lors de la préparation des demandes de subvention et elle a imposé un rythme d'enfer à son comité de rédaction. Ledit comité est présentement formé d'Alain Laberge, de Julien Goyette et de Michèle Dagenais. Les comptes rendus étaient sous la houlette de Jean-Philippe Bernard jusqu'en juillet. C'est maintenant François-Olivier Dorais qui est responsable de cette tâche qui requiert beaucoup d'attention, de suivi, et parfois de gentil harcèlement. Martin Robert dirige le comité qui prépare la bibliographie des études sur l'Amérique française et David Tremblay a coordonné jusqu'au numéro d'automne la préparation de la chronique d'archives. Tous ces efforts sont reliés par notre nouveau coordonnateur, Daniel Poitras.

Cette équipe continuera à travailler pour que la *RHAF* demeure le principal véhicule de la connaissance historique sur l'Amérique française. Mais pour ça, nous avons aussi besoin de vous et de vos textes. La revue existe par vous et pour vous. Sans vous, nous n'aurions que des pages blanches. Soumettez-nous vos articles! Merci.

Lucia Ferretti propose une motion de félicitations et de remerciements à l'endroit de Louise Bienvenue pour tout le travail accompli au cours de ses cinq années en tant que directrice de la Revue.

8. Rapport du comité *ad hoc* chargé d'élaborer une politique des interventions publiques de l'Institut. Présentation de la politique

Karine Hébert déclare que le conseil d'administration a mandaté l'an dernier le comité *ad hoc* sur les interventions publiques de rédiger une politique afin de baliser les prises de parole de

l'Institut. Ce comité est formé de Julie Roy, de Frédéric Lemieux, de Jean-François Lozier et de Karine Hébert. La politique a été rédigée au cours de l'année puis a été adoptée par le conseil d'administration le 28 septembre. Nous vous la présentons aujourd'hui.

Comme la présidente l'a dit dans son rapport, l'Institut souhaite assurer un rayonnement plus large dans la société aux historiennes et aux historiens, représenter ses membres de façon plus efficace et assurer une place à l'histoire dans le débat public en général.

Pour y arriver de façon cohérente, il fallait disposer d'un cadre pour baliser les interventions afin que l'Institut fasse entendre sa voix de façon adéquate et proactive dans les dossiers qui nous préoccupent. Plusieurs axes prioritaires ont été déterminés : les politiques gouvernementales en matière d'histoire, de culture, de patrimoine, de financement de la recherche et des études, le maintien et l'amélioration des services des centres d'archives, les programmes d'enseignement de l'histoire, les droits d'auteurs et l'accès à l'information, les relations syndicales-patronales lorsqu'elles entravent la recherche ou l'enseignement. Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle couvre l'ensemble des conditions susceptibles d'affecter le travail de nos membres ou qui orientent le travail actuel des historiens.

L'objectif n'est pas d'intervenir sur tous les dossiers qui sont portés à l'attention de l'Institut ou de trancher un débat. Les questions de commémoration et de toponymie, par exemple, mènent souvent à des positions tranchées en plus de relever davantage de la mémoire collective que de l'histoire.

Une procédure a également été définie pour que les interventions publiques se déploient de façon adéquate et claire. Elles se font au nom de l'Institut par la présidence après que les dossiers aient été préparés par le comité d'intervention publique. Tous les membres de l'Institut sont invités à porter à l'attention du comité d'intervention ou du conseil

d'administration les questions sur lesquelles l'association pourrait intervenir.

Cette politique sera testée durant la prochaine année, puis elle sera réévaluée ultérieurement en assemblée générale.

9. Rapport du comité étudiant

Karine Hébert fait rapport pour Jessie Morin des activités du comité étudiant. Celui-ci a consacré en 2018 la majeure partie de ses efforts à recruter de nouveaux membres afin d'être en mesure de mener à bien ses activités en 2019.

10. Rapport du responsable du Congrès 2018 Campus de Drummondville (Université du Québec à Trois-Rivières)

Stéphane Castonguay annonce que le congrès compte 161 inscriptions, soit 66 étudiants et 95 membres réguliers, ainsi que 90 places pour le banquet. Un montant provisoire de 11 000 \$ de commandites a été recueilli. Il sera revu à la hausse en raison de la contribution du CIEQ qui reste à comptabiliser.

Le programme du congrès se démarque par sa richesse : 104 communications réparties sur 31 séances prenant la forme de conférences publiques, de table ronde, de conférence plénière. Sept personnes n'ont pu se présenter.

Stéphane Castonguay remercie Marise Bachand pour ses efforts en matière de logistique, et Julien Prud'homme, responsable de la programmation scientifique, qui a sollicité et obtenu la participation de plusieurs spécialistes d'autres domaines.

Brigitte Caulier propose une motion de félicitations au comité organisateur, spécialement à Stéphane Castonguay et Marise Bachand.

11. Rapport de la responsable du Congrès 2019 (Université d'Ottawa)

Stéphane Castonguay présente le rapport de Marie-Claude Thifault, responsable du congrès 2019 (Université d'Ottawa).

Le coprésident est Arnaud Bessière (Université Laurentienne) et les membres du comité organisateur sont Michel Bock (Ottawa), Isabelle Perreault (Ottawa), Clarence Lemay (Ottawa), Marie LeBel (Université de Hearst).

Le comité scientifique est présidé par Arnaud Bessière et ses membres sont Marie-Claude Thifault (Ottawa), Robert Englebert (Université de la Saskatchewan), Jean-François Palomino (BAnQ), Isabelle Perreault et Danika Gourgon (Université d'Ottawa).

12. Résultat des élections et nomination des membres du comité des mises en candidature

Jarrett Rudy déclare qu'aucune nouvelle candidature n'a été transmise au comité. Le mandat de Karine Hébert (vice-présidente) est donc renouvelé pour trois ans et celui de Maurice Demers (trésorier) pour un an.

L'exécutif propose de renouveler le mandat d'Aline Charles pour une durée de trois ans sur le comité des mises en candidatures.

Adopté.

13. Divers

Rien à signaler

Jean-François Lozier propose, appuyé par Catherine Larochelle, la levée de l'assemblée générale. Adopté.

La séance est levée à 18h15.

Frédéric Lemieux
Secrétaire

BILAN FINANCIER INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

	2019			2018
	Fonds général			
	Revue	Autres activités	Total	Total
ANNEXES				
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019				
ANNEXE A - PRODUITS DU FONDS GÉNÉRAL				
<u>Subventions gouvernementales</u>				
Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH)	17 750 \$	-	17 750 \$	17 750 \$
Fonds de recherche Société et culture du Québec	8 000	-	8 000	8 000
	25 750	-	25 750	25 750
<u>Dons</u>				
Assemblée nationale	-	3 000	3 000	-
Michel Doyon	-	2 000	2 000	5 000
Autres dons	1 140	-	1 140	-
	1 140	5 000	6 140	5 000
<u>Autres revenus</u>				
Abonnements	32 135	-	32 135	28 403
Congrès	-	18 186	18 186	28 501
Droits de reproduction	21 406	-	21 406	23 305
Publicité	-	2 000	2 000	1 250
Autres revenus	5 908	-	5 908	500
	59 449	20 186	79 635	81 959
	86 339	25 186	111 525	112 709

ANNEXE B - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS GÉNÉRAL

Salaires et charges sociales	16 866 \$	13 800 \$	30 666 \$	48 903 \$
Secrétariat à la rédaction	12 000	-	12 000	12 000
Impression et mise en page	14 901	-	14 901	11 407
Traduction et correction	255	-	255	1 371
Honoraires professionnels	10 259	3 420	13 679	7 867
Prix de l'I.H.A.F.	-	6 000	6 000	6 500
Dépenses de congrès	-	11 390	11 390	6 425
Expédition et frais de poste	6 123	-	6 123	1 752
Assurances et sécurité	874	292	1 166	1 489
Frais de bureau	400	1 602	2 002	1 031
Déplacements pour congrès	-	662	662	766
	<u>61 678</u>	<u>37 166</u>	<u>98 844</u>	<u>99 511</u>
RÉSULTAT NET DU FONDS GÉNÉRAL	24 661	(11 980)	12 681	13 198

**BUDGET PRÉVISIONNEL
2018 - 2019**

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2019	2020
Abonnements	32 135	32 135
Subvention CRSH	17 750	17 750
Subvention FRQSC	8000	8000
Congrès	18 186	20 000
Prix de l'IHAF	5 000	5 000
Droits de reproduction	21 406	21 406
Publicité	2000	2000
Autre	5908	
Total	110 385	106 291

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2019	2020
Salaires et charges sociales	30 666	30 666
Honoraires	13 679	13 679
Secrétaire à la rédaction	12 000	12 000
Dépenses du congrès	11 390	11 390
Prix de l'IHAF	5 000	5 000
Remboursements étudiants	662	662
Expédition et frais de poste	6 123	6 123
Impression et mise en page	14 901	14 901
Traduction et correction	255	255
Frais de bureau	2 002	2 002
Assurance	1 166	1 166
Total	97814	97 814
PRODUITS MOINS CHARGES	12 571	8 477